

KONINKRIJK BELGIË	ROYAUME DE BELGIQUE
FEDERALE OVERHEIDSDIENST BINNENLANDSE ZAKEN	SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR
Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle	Agence fédérale de Contrôle nucléaire
Koninklijk besluit tot wijziging van bijlage 1 van het koninklijk besluit van 20 december 2007 tot bepaling van de modaliteiten van de vereenvoudigde administratieve procedure van betaling van geldboetes ingesteld door de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle	Arrêté royal modifiant l'annexe 1 de l'arrêté royal du 20 décembre 2007 fixant les modalités de la procédure administrative simplifiée de paiement des amendes administratives instaurée par la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire
FILIP, Koning der Belgen, Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.	Philippe, Roi des Belges, A tous, présents et à venir, Salut.
Gelet op de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor nucleaire controle, artikel 62 ingevoegd bij hoofdstuk II van de wet van 20 juli 2005 en gewijzigd bij wet van 19 maart 2014 ;	Vu la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire, l'article 62 inséré par le chapitre II de la loi du 20 juillet 2005 et modifié par la loi du 19 mars 2014;
Gelet op het koninklijk besluit van 20 december 2007 tot bepaling van de modaliteiten van de vereenvoudigde administratieve procedure van betaling van geldboetes ingesteld door de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle ;	Vu l'arrêté royal du 20 décembre 2007 fixant les modalités de la procédure administrative simplifiée de paiement des amendes administratives instaurée par la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire ;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 8 december 2021;	Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 8 décembre 2021 ;
Gelet op de akkoordbevinding van de Staatssecretaris voor Begroting, gegeven op 20 februari 2022;	Vu l'accord de la Secrétaire d'Etat au Budget, donné le 20 février 2022 ;
Gelet op de regelgevingsimpactanalyse, uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging ;	Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative ;
Gelet op het advies n° X van de Raad van State, gegeven op X , met toepassing van artikel 84, §1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;	Vu l'avis n° X du Conseil d'Etat donné le X en application de l'article 84, §1 ^{er} , alinéa 1 ^{er} , 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;
Op de voordracht van Onze Minister van Binnenlandse Zaken en het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers ,	Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur et de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,
Hebben Wij besloten en besluiten Wij :	Nous avons arrêté et arrêtons :

<p>Artikel 1</p> <p>Bijlage 1 van het koninklijk besluit van 20 december 2007 tot bepaling van de modaliteiten van de vereenvoudigde administratieve procedure van betaling van geldboetes ingesteld door de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle wordt vervangen als volgt:</p> <p>"Bijlage 1 tot vaststelling van de lijst met bepalingen waarvan de inbreuk aanleiding kan geven tot een procedure van vereenvoudigde administratieve boetes.</p>	<p>Article 1^{er}</p> <p>L'annexe 1^{ère} de l'arrêté royal du 20 décembre 2007 fixant les modalités de la procédure administrative simplifiée de paiement des amendes administratives instaurée par la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire, l'annexe 1^{ère} est remplacée comme suit :</p> <p>« Annexe 1^{ère} fixant la liste des dispositions dont l'infraction peut donner lieu à une procédure d'amendes administratives simplifiées</p>
--	---

1. Het bedrag van de vereenvoudigde administratieve boete wordt vastgesteld op 250 euro per inbreuk.	1. Le montant de l'amende administrative simplifiée est fixée à 250 euros par infraction.
2. De inbreuken die het voorwerp kunnen uitmaken van een vereenvoudigde administratieve boete worden opgenomen in de volgende tabellen :	2. Les infractions pouvant faire l'objet d'une amende administrative simplifiée sont reprises dans les tableaux suivants :

Tableau 1 : Infractions à l'arrêté royal du 20 juillet 2001 portant règlement général de la protection de la population, des travailleurs et de l'environnement contre le danger des rayonnements ionisants

Articles	Description de l'infraction
Art. 5.5	Changement dans la désignation du chef d'établissement/chef de contrôle physique non communiqué à l'Agence
16bis	Interruption de longue durée des activités autorisées non notifiée à l'Agence
17.1	Cessation d'activité(s) autorisée(s) non notifiée à l'Agence et/ou ONDRAF et/ou autorités désignées à l'article 6.8, 7.5, 8.4 ou 9.5.
	L'avis de cessation des activités n'indique pas de destination garantissant l'élimination, le recyclage ou la réutilisation dans des conditions satisfaisantes des déchets radioactifs.
23.1.6	La documentation n'a pas été conservée 30 ans au siège de l'entreprise.

	La documentation n'a pas été transmise à l'Agence en cas de cessation d'activité.
	L'exploitant ne dispose pas d'un inventaire de tous les appareils pouvant émettre des rayonnements ionisants présents dans l'établissement.
	L'exploitant ne dispose pas d'un inventaire de tous les appareils de radiothérapie et de médecine nucléaire présents dans l'établissement qui n'émettent pas de rayonnements ionisants.
	L'exploitant ne dispose pas d'un inventaire de tous les déchets radioactifs éliminés, y compris ceux qui peuvent être éliminés, recyclés ou réutilisés en application de l'article 35.2 de l'ARBIS.
	L'exploitant ne dispose pas d'un système de documentation permanent.
23.1.7 §2	L'analyse des risques orientée radioprotection visée à l'article 23.1.5, b), 1. approuvée et/ou les programmes de surveillance dosimétrique individuelle et de formation initiale et

	continue visés à l'article 23.1.5, b), 2. n'ont pas été transmis au médecin du travail agréé.
25.1.1	L'information n'est pas renouvelée au moins une fois par an.
	L'exploitant ne fournit aucune information dans le cadre de la radioprotection pour l'emploi de ses employés ou de ses travailleurs extérieurs.
	L'information n'est pas mise à disposition sous forme écrite.
25.1.3	Les instructions concernant le fonctionnement et l'exploitation de l'installation ne sont pas affichées de manière visible.
25.2	L'information n'est pas renouvelée au moins tous les trois ans.
27ter.5 1°	L'exploitant ne dispose pas d'un inventaire actualisé des substances radioactives contenant un aperçu de l'entrée et de la sortie de chaque substance radioactive dans l'entreposage hors bâtiment et qui couvre toute la durée de l'entreposage hors bâtiment.

29.3	Les plans des lieux ne sont pas affichés visiblement à l'entrée des locaux des bâtiments où une zone contrôlée existe et/ou dans les bâtiments administratifs.
	Les plans n'indiquent pas toutes les zones contrôlées, tous les emplacements de sources fixes de radiations ionisantes et/ou toutes les issues normales et de secours.
31.1	Le panneau d'avertissement n'apparaît pas à chaque accès de chaque zone contrôlée.
	Le panneau d'avertissement ne figure pas sur chaque porte d'entrée d'un local dans lequel une ou plusieurs substances radioactives sont manipulées.
	Le panneau d'avertissement ne figure pas sur tous les conteneurs contenant des matières radioactives.
	Le signal d'avertissement ne figure pas sur tous les appareils émetteurs de rayonnements ionisants, à l'exception des appareils susceptibles de faire classer les établissements où ils sont détenus ou mis en œuvre parmi les

	établissements de classe IV visés à l'article 3.1.d).
31.2	Le signal d'avertissement ne figure pas à tous les endroits prescrits par l'article 31.2.
31.3	Les indications "Intensité de radiation très élevée", "Intensité de radiation élevée", "Radiations ionisantes" et/ou "Danger de contamination radioactives" ne sont pas inscrites de façon apparente et lisible sous le signal d'avertissement.
	En cas d' "Intensité de radiation très élevée", et si l'accès au local n'est pas seulement possible avec la permission d'une personne compétente ou sous la surveillance du service de contrôle physique, l'inscription n'est pas doublée par une signalisation acoustique et/ou visuelle fonctionnant en permanence ou se mettant en marche dès qu'une personne pénètre dans le local.
31.4	Récipient contenant des substances radioactives ne portant pas de manière apparente les renseignements exigés par l'article 31.4.
	Les informations à l'attention des femmes

31.6	enceintes ou allaitantes ne sont pas affichées dans les lieux déterminés en concertation avec l'expert agréé en contrôle physique et le médecin agréé.
34.3	Déchets radioactifs liquides non stockés dans des récipients étanches.
34.4	Les mesures indispensables ne sont pas prises pour éviter toute dispersion de liquides radioactifs.
	Les mesures indispensables ne sont pas prises pour prévenir la fermentation incontrôlée des liquides radioactifs.
35.1	Les déchets radioactifs solides ne sont pas recueillis dans des récipients étanches assurant une protection suffisante.
	L'élimination des déchets radioactifs solides se fait par les eaux de surface, les égouts ou les collecteurs.
35.5	Les informations stipulées à l'article 35.5 ne sont pas systématiquement répertoriées par l'exploitant.

	Le relevé des déchets libérés durant l'année précédente n'a pas été fourni avant le 1er mars.
37.1	Déchets radioactifs liquides ou solides contenus et conservés dans un récipient mal fermé.
37.3	Récipient(s) contenant des déchets radioactifs non étanche(s).
37.4	L'exploitant ne tient pas d'inventaire des déchets radioactifs qui ont été placés en stockage, ni de ceux qui ont été enlevés.
75/2.1	L'inventaire visé à l'article 27bis ne reprend pas les données d'une ou plusieurs source(s) scellée(s).
75/2.2	Source(s) scellée(s) retirée(s) du service non remise en service ou transférée physiquement dans les cinq ans après sa mise hors service.
75/2.3	En cas d'un transfert physique d'une source scellée d'un détenteur à un autre, l'exploitant ne dispose pas pour chaque source scellée retirée du service d'un certificat de reprise.
75/2.4	Une source scellée retirée du service dont la validité du certificat de forme

	spéciale risque d'expirer au cours de la période d'évacuation de 5 années suivant la mise hors service visée à l'article 75/2.2 n'a pas été transférée avant l'expiration de la validité effective du certificat de forme spéciale.
75/2.6	Le numéro unique de la source visé à l'article 75/1, 1° ne figure pas sur le contenant de source et aucune une alternative n'est utilisée pour rendre possible l'identification de la source présente dans le contenant de source.
75/2.7	Aucun numéro de source unique n'a été attribué par l'exploitant pour une source pour laquelle aucun numéro de source unique n'a été attribué par le fabricant.

Tabel 1: Inbreuken op het koninklijk besluit van 20 juli 2001 houdende algemeen reglement op de bescherming van de bevolking, van de werknemers en het leefmilieu tegen het gevaar van de ioniserende stralingen

Artikels	Beschrijving van de inbreuk
Art. 5.5	Wijziging van de aanstelling van het hoofd van de inrichting/ het hoofd van de fysische controle werd niet meegedeeld aan het Agentschap.
16bis.	Langdurige onderbreking van een vergunde activiteit werd niet gemeld aan het Agentschap.
17.1	Stopzetting van (een) vergunde activiteit(en) werd niet gemeld aan

	het Agentschap en/of NIRAS en/of aan de in artikel 6.8, 7.5 of 9.5 aangeduide autoriteiten.
	De melding van de stopzetting van de activiteiten bevat geen aanwijzing van de bestemming die de verwijdering, de recyclage of het hergebruik van het radioactief afval onder bevredigende voorwaarden waarborgt.
23.1.6.	De documentatie wordt niet gedurende dertig jaar op de zetel van de onderneming bewaard.
	De documentatie werd niet aan het Agentschap bij stopzetting van alle activiteiten overgemaakt.
	De exploitant beschikt niet over een inventaris van alle in de inrichting aanwezige toestellen die ioniserende straling kunnen uitzenden.
	De exploitant beschikt niet over een inventaris van alle in de inrichting aanwezige toestellen voor radiotherapie en nucleaire geneeskunde die geen ioniserende straling uitzenden.
	De exploitant beschikt niet over een inventaris van alle radioactieve afvalstoffen die zijn afgevoerd, met inbegrip van de afvalstoffen die kunnen worden verwijderd, gerecycleerd of hergebruikt met toepassing van artikel 35.2 van het ARBIS.
	De exploitant beschikt niet over een permanent documentatiesysteem.
23.1.7 §2	De in artikel 23.1.5, b), 1. bedoelde goedgekeurde risicoanalyse gericht op de stralingsbescherming en/of de

	in artikel 23.1.5, b), 2. bedoelde programma's voor het individueel dosimetrisch toezicht en programma's voor de basisopleiding en permanente vorming werden niet aan de erkende arbeidsarts overgemaakt.
25.1.1	De informatie wordt niet minstens éénmaal per jaar opgefrist.
	De exploitant verstrekt geen enkele informatie in het kader van de stralingsbescherming voor het gebruik van zijn werknemers of zijn externe werkers.
	De informatie wordt niet schriftelijk ter beschikking gesteld.
25.1.3	De onderrichtingen betreffende de bediening en de uitbating van de installatie worden niet zichtbaar aangeplakt.
25.2	De informatie wordt niet minstens eens om de drie jaar opgefrist.
27ter.5 1°	De exploitant beschikt niet over een geactualiseerde inventaris van de radioactieve stoffen die een overzicht bevat van de opname en verwijdering van elke radioactieve stof in de buitenopslag en die de volledige duurtijd van de buitenopslag beslaat.
29.3	De grondplannen worden niet zichtbaar aangeplakt bij de ingang van de lokalen van de gebouwen waar een gecontroleerde zone bestaat en/of in de administratieve gebouwen.
	De plannen duiden niet alle gecontroleerde zones, plaatsen van de vaste bronnen van ioniserende

	straling en/of alle normale uitgangen en nooduitgangen aan.
31.1	Het waarschuwingspaneel staat niet bij elke toegang tot een gecontroleerde zone.
	Het waarschuwingspaneel komt niet voor op alle toegangsdeuren van de lokalen waarin één of meerdere radioactieve stoffen worden gebruikt.
	Het waarschuwingspaneel komt niet voor op alle containers met radioactieve stoffen.
	Het waarschuwingsteken komt niet voor op elk toestel dat ioniserende stralingen uitzendt, met uitzondering van de toestellen die de inrichtingen waar zij in bezit gehouden of aangewend worden kunnen doen indelen onder de inrichtingen van klasse IV bedoeld bij artikel 3.1.d).
31.2	Het waarschuwingsteken komt niet voor op alle door artikel 31.2 voorgeschreven plaatsen.
31.3	De vermeldingen "Zeer hoge stralingsintensiteit", "Hoge stralingsintensiteit", "Ioniserende stralingen" en/of "Gevaar voor radioactieve besmetting" werden niet zichtbaar en leesbaar onder het waarschuwingsteken aangebracht.
	In geval van "Zeer hoge stralingsintensiteit" en wanneer de toegang tot het lokaal niet alleen mogelijk is na toelating van een bevoegd persoon of onder toezicht van de dienst voor fysieke controle en de vermelding niet gepaard gaat met een geluids- en/of visuele

	signalisatie die permanent werkt of in werking treedt van zodra iemand het lokaal binnentreedt.
31.4	Op het recipiënt dat radioactieve stoffen bevat werden de door artikel 31.4 vereiste inlichtingen niet op zichtbare wijze aangebracht.
31.6	De informatie voor vrouwen tijdens hun zwangerschap en borstvoeding werden niet uitgehangen op de daartoe in overleg met de deskundige erkend in fysische controle en de erkende arts geschikt geachte plaatsen.
34.3	Vloeibare radioactieve afvalstoffen werden niet opgeslagen in hermetisch gesloten recipiënten.
34.4	De maatregelen die noodzakelijk zijn om elk risico op verspreiding van vloeibare radioactieve stoffen te vermijden, werden niet getroffen.
	De maatregelen die noodzakelijk zijn om te voorkomen dat de radioactieve vloeistoffen ongecontroleerd zouden gaan gisten, werden niet getroffen.
35.1	De vaste radioactieve afvalstoffen worden niet zorgvuldig verzameld in hermetisch gesloten recipiënten waardoor er geen voldoende bescherming wordt geboden.
	De verwijdering van de vaste radioactieve afvalstoffen gebeurt via de oppervlaktewateren, de riolen en de collectoren.
35.5	De in artikel 35.5 vermelde informatie werd niet systematisch geïnventariseerd door de exploitant.

	Het overzicht van de afvalstoffen die tijdens het voorbije jaar werden vrijgegeven, werd niet voor 1 maart overgemaakt.
37.1	De radioactieve vloeibare of vaste afvalstoffen worden opgeslagen en bewaard in niet goed gesloten recipiënten.
37.3	Recipiënt(en) voor radioactieve afvalstoffen werden niet hermetisch afgesloten.
37.4	De exploitant houdt geen inventaris bij van de radioactieve afvalstoffen die werden ondergebracht in de opslagplaatsen en evenmin van deze die werden verwijderd.
75/2.1	De inventaris bedoeld in artikel 27bis bevat niet de gegevens van een of meerdere ingekapselde bronnen.
75/2.2	De afgedankte ingekapselde bron(nen) werd(en) niet binnen de vijf jaar na de uitgebruikname opnieuw in gebruik genomen of fysiek overgedragen.
75/2.3	In het geval van een fysieke overdracht van een ingekapselde bron van de ene houder naar de andere is de exploitant niet voor elke afgedankte ingekapselde bron in het bezit van een overnamecertificaat.
75/2.4	Een afgedankte ingekapselde bron waarvan de geldigheid van het 'speciale vorm'-certificaat dreigt te vervallen binnen de evacuatieperiode van 5 jaar na uitgebruikname, waarvan sprake in art. 75/2.2, werd niet vóór het verval van de effectieve geldigheid van het 'speciale vorm'-certificaat overgedragen.

75/2.6	Het uniek bronnummer waarvan sprake in artikel 75/1, 1° werd niet aangebracht op de broncontainer die de bron bevat en er werd geen alternatieve aanpak gehanteerd die de identificatie van de aanwezige bron in de broncontainer mogelijk maakt.
75/2.7	Er werd door de exploitant geen uniek bronnummer toegekend voor een bron waaraan door de fabrikant evenmin een uniek bronnummer werd toegekend.

Tableau 2 : Infractions à l'arrêté royal du 24 mars 2009 portant règlement de l'importation, du transit et de l'exportation de substances radioactives

Articles	Description
4	Non-respect des modalités pour établir et transmettre les rapports des importations
5	Non-respect des dispositions concernant les bureaux de douane désignés par l'AFCN
14.1	Non-envoi ou non-respect du délai pour l'envoi de l'accusé de réception de déchets radioactifs ou de combustible usé par le destinataire
15.2	Non-envoi ou non-respect du délai pour l'envoi de l'accusé de réception de déchets radioactifs ou de combustible usé par le destinataire

Tabel 2 : Inbreuken op het koninklijk besluit van 24 maart 2009 tot regeling van de invoer, de doorvoer en de uitvoer van radioactieve stoffen

Artikels	Beschrijving
4	Niet-naleving van de modaliteiten voor het opstellen en overmaken van de invoerrapporten.
5	Niet-naleving van de bepalingen m.b.t. de door het FANC aangeduide douanekantoren.
14.1	Niet-verzending of niet naleving van de termijn voor de verzending van de ontvangstbevestiging voor radioactief afval of verbruikte splijtstof door de bestemming.
15.2	Niet-verzending of niet naleving van de termijn voor de verzending van de ontvangstbevestiging voor radioactief afval of verbruikte splijtstof door de bestemming.

Tableau 3 : Infractions à l'arrêté royal du 14 octobre 2011 relatif à la recherche de substances radioactives dans certains flux de matières et de déchets, et relatif à la gestion des établissements sensibles en matière de sources orphelines

Articles	Description
Art. 5.§1	Registre des substances radioactives entreposées : Un registre de toutes les substances radioactives

	entreposées sur le site n'est pas tenu à jour.
Art. 5.§2	Registre des substances radioactives entreposées : Le registre des substances radioactives entreposées sur le site est incomplet.
Art. 7.§1	Mesures relatives aux interventions – Interdiction de renvoi : Après la reconnaissance ou la présomption de reconnaissance d'une substance radioactive ou, le cas échéant, après le déclenchement de l'alarme d'un instrument de mesure, le chargement a été renvoyé au livreur, au fournisseur, au transporteur ou à l'expéditeur du chargement.
Art. 7.§3	Mesures relatives aux interventions – Signalement du renvoi : L'Agence n'a pas été avisée du renvoi du chargement.
Art. 8.§1	Mesures relatives aux interventions – Désignation des intervenants : L'exploitant n'a désigné aucun intervenant.
Art. 9.§1	Mesures relatives aux interventions – procédure de vigilance : L'exploitant n'a pas établi de procédure de vigilance.
Art. 9.§2	Mesures relatives aux interventions – procédure de vigilance :

	La procédure de vigilance est incomplète.
Art. 10.§3	Mesures relatives aux interventions – Modalités : Il est interdit de fumer, boire ou manger lors d'une intervention.
Art. 10.§4	Mesures relatives aux interventions – Entreposage et évacuation : Les substances radioactives n'ont pas été évacuées, bien que les conditions de l'Agence ne peuvent pas être respectées.
Art. 10.§4	Mesures relatives aux interventions - Entreposage et évacuation : L'exploitant n'a pas réglé l'évacuation des substances radioactives dans l'année suivant leur découverte.
Art. 14.§1	Placement et utilisation d'un instrument de détection et de mesure des substances radioactives : L'exploitant n'a pas équipé son établissement d'un instrument de mesure.
Art. 14.§1	Placement et utilisation d'un instrument de détection et de mesure des substances radioactives : L'exploitant n'a pas enregistré son instrument de mesure auprès de l'AFCN.
Art. 14.§1	Placement et utilisation d'un instrument de

	<p>détection et de mesure des substances radioactives :</p> <p>L'exploitant n'a pas procédé au moins une fois par an à l'entretien et à l'étalonnage de l'instrument de mesure et des autres appareils utilisés pour mesurer le taux de radioactivité.</p>
Art. 14.§1	<p>Placement et utilisation d'un instrument de détection et de mesure des substances radioactives :</p> <p>L'exploitant ne contrôle pas mensuellement le bon fonctionnement de l'instrument de mesure.</p>
Art. 14.§1	<p>Placement et utilisation d'un instrument de détection et de mesure des substances radioactives :</p> <p>L'exploitant ne contrôle pas la présence de substances radioactives dans tous les flux entrants sensibles en matière de sources orphelines.</p>
Art. 14.§1	<p>Placement et utilisation d'un instrument de détection et de mesure des substances radioactives :</p> <p>L'exploitant ne contrôle pas la présence de substances radioactives dans tous les flux sortants sensibles en matière de sources orphelines.</p>
Art. 14.§2	<p>Placement et utilisation d'un instrument de détection et de mesure des substances radioactives - Directives AFCN :</p>

	L'exploitant ne respecte pas les directives de l'AFCN.
Art. 16	Placement et utilisation d'un instrument de détection et de mesure des substances radioactives : L'exploitant ne fournit pas à l'AFCN un relevé trimestriel de toutes les alarmes homogènes enregistrées.
Art. 18	Critères généraux de qualité et de performance - détection automatique : L'instrument de mesure ne détecte pas automatiquement la présence de substances radioactives transportées par des véhicules.
Art. 19	Critères généraux de qualité et de performance – Rayonnement gamma : L'instrument de mesure n'est pas sensible au rayonnement gamma.
Art. 20	Critères généraux de qualité et de performance – Comparaison avec le niveau du fond de rayonnement naturel : L'instrument de mesure ne compare pas le niveau de rayonnement mesuré lors du passage d'un véhicule dans la zone de détection avec le niveau du fond de rayonnement naturel mesuré lorsque le véhicule a quitté la zone de détection.
Art. 21	Critères généraux de qualité et de performance –

	<p>Ajustement du seuil d'alarme :</p> <p>L'instrument de mesure n'ajuste pas automatiquement le seuil d'alarme consécutivement à une mesure continue du fond de rayonnement naturel.</p>
Art. 22	<p>Critères généraux de qualité et de performance -</p> <p>Capteurs adéquats :</p> <p>Il n'y a pas de capteurs sur l'instrument de mesure pour que celui-ci sache quand il doit contrôler la présence de substances radioactives ou quand il doit contrôler le fond naturel de rayonnement.</p>
Art. 23	<p>Critères d'installation, de fonctionnement, d'étalonnage et des tests :</p> <p>L'instrument de mesure n'est pas installé de manière à obliger les véhicules à passer tout près des détecteurs ou entre ces derniers.</p>
Art. 24	<p>Critères d'installation, de fonctionnement, d'étalonnage et des tests :</p> <p>Lors d'une mesure de détection, le véhicule suivant ne stationne pas à au moins 5 mètres des capteurs de présence.</p>
Art. 25	<p>Critères d'installation, de fonctionnement, d'étalonnage et des tests :</p> <p>L'instrument de mesure n'est pas installé de façon à</p>

	ce que rien n'obstrue le champ opérationnel du détecteur.
Art. 26	Critères d'installation, de fonctionnement, d'étalonnage et des tests : Les indications de l'alarme ne sont pas clairement visibles pour les agents affectés aux points d'inspection.
Art. 27	Critères concernant les détecteurs pour véhicules : L'instrument de mesure n'est pas adapté aux dimensions du véhicule, ni aux protections dont sont munis ces véhicules.
Art. 28	Critères concernant les détecteurs pour véhicules : L'instrument de mesure n'est pas adapté à la nature des recherches, ni aux zones du véhicule qui doivent être scrutées.
Art. 29	Critères concernant les détecteurs pour véhicules : La distance entre les deux détecteurs ne peut pas dépasser les 6 mètres.
Art. 30	Critères concernant les détecteurs pour véhicules : Les dispositifs protégeant l'instrument de mesure de tout endommagement par les véhicules obstruent le champ de détection.
Art. 31	Critères concernant les détecteurs pour véhicules :

	Le capteur de présence n'est pas positionné de telle sorte qu'il ne se déclenche que lorsqu'un véhicule se trouve dans la zone de détection de l'instrument de détection et non pas lorsque d'autres véhicules passent à proximité.
--	---

Tabel 3 : Inbreuken op het Koninklijk besluit van 14 oktober 2011 betreffende het opsporen van radioactieve stoffen in bepaalde materiaal- en afvalstromen, en betreffende het beheer van weesbrongevoelige inrichtingen

Artikels	Beschrijving
Art. 5.§1	Register van de opgeslagen radioactieve stoffen: Een register van alle radioactieve stoffen die tijdelijk op site worden opgeslaan, wordt niet bijgehouden.
Art. 5.§2	Register van de opgeslagen radioactieve stoffen: Het register van de radioactieve stoffen aanwezig op site is onvolledig.
Art. 7.§1	Maatregelen betreffende interventies - Terugsturen verboden: De lading werd - na het herkennen van een radioactieve of of het vermoeden van herkennen ervan, of in voorkomend geval, een alarm van een meetinstrument, teruggestuurd naar de aanbieder van de lading, de leverancier, de vervoerder of de afzender.

Art. 7.§3	Maatregelen betreffende interventies - Melding van het terugsturen: De terugzending van de lading werd niet ter kennis gebracht aan het Agentschap.
Art. 8.§1	Maatregelen betreffende interventies - Aanstelling van de intervenanten: De uitbater heeft geen intervenant aangesteld.
Art. 9.§1	Maatregelen betreffende interventies – Waakzaamheidsprocedure: De uitbater heeft geen waakzaamheidsprocedure opgesteld.
Art. 9.§2	Maatregelen betreffende interventies – Waakzaamheidsprocedure: De waakzaamheidsprocedure is onvolledig.
Art. 10.§3	Maatregelen betreffende interventies – Modaliteiten: Tijdens de interventie mag niet gerookt, gedronken of gegeten worden.
Art. 10.§4	Maatregelen betreffende interventies - Opslag en afvoer: De radioactieve stoffen worden niet afgevoerd hoewel de voorwaarden van het Agentschap niet kunnen worden nageleefd.

Art. 10.§4	<p>Maatregelen betreffende interventies - Opslag en afvoer:</p> <p>De uitbater heeft de afvoer van de radioactieve stoffen niet geregeld binnen het jaar na het ontdekken van de radioactieve stof.</p>
Art. 14.§1	<p>Plaatsing en gebruik van een meetinstrument voor de detectie van radioactieve stoffen:</p> <p>De uitbater heeft zijn inrichting niet uitgerust met een meetinstrument.</p>
Art. 14.§1	<p>Plaatsing en gebruik van een meetinstrument voor de detectie van radioactieve stoffen:</p> <p>De uitbater heeft zijn meetinstrument niet laten registreren bij het FANC.</p>
Art. 14.§1	<p>Plaatsing en gebruik van een meetinstrument voor de detectie van radioactieve stoffen:</p> <p>De uitbater heeft zijn meetinstrument en de andere meetapparaten gebruikt voor het meten van radioactiviteit niet minsten 1 keer per jaar laten onderhouden en kalibreren.</p>
Art. 14.§1	<p>Plaatsing en gebruik van een meetinstrument voor de detectie van radioactieve stoffen:</p> <p>De uitbater controleert de goede werking van het meetinstrument niet maandelijks.</p>

Art. 14.§1	Plaatsing en gebruik van een meetinstrument voor de detectie van radioactieve stoffen: De uitbater controleert niet alle aangevoerde weesbrongevoelige stromen.
Art. 14.§1	Plaatsing en gebruik van een meetinstrument voor de detectie van radioactieve stoffen: De uitbater controleert niet de afgevoerde weesbrongevoelige stromen.
Art. 14.§2	Plaatsing en gebruik van een meetinstrument voor de detectie van radioactieve stoffen - FANC richtlijnen De uitbater leeft de richtlijnen van het FANC niet na.
Art. 16	Plaatsing en gebruik van een meetinstrument voor de detectie van radioactieve stoffen: De uitbater maakt de lijst van homogene alarmen niet trimestrieel over aan het FANC.
Art. 18	Algemene kwaliteits- en performantievereisten - Automatische detectie: Het meetinstrument detecteert niet automatisch de aanwezigheid van radioactieve stoffen, getransporteerd door voertuigen.
Art. 19	Algemene kwaliteits- en performantievereisten – Gammastraling:

	Het meetinstrument is niet gevoelig voor gammastraling.
Art. 20	Algemene kwaliteits- en performantievereisten - Vergelijking met het niveau van de achtergrondstraling: Het meetinstrument vergelijkt het stralingsniveau dat gemeten wordt wanneer het voertuig in het detectiegebied aanwezig is, niet met het niveau van de achtergrondstraling dat gemeten wordt wanneer het detectiegebied verlaten is/
Art. 21	Algemene kwaliteits- en performantievereisten - Aanpassing van de alarmdrempel: Het meetinstrument doet geen automatische aanpassing van de alarmdrempel als gevolg van een continue meting van de achtergrondstraling.
Art. 22	Algemene kwaliteits- en performantievereisten - Aangepaste sensoren : Er zijn geen sensoren aanwezig op het meetinstrument opdat het zou weten wanneer op de aanwezigheid van radioactieve stoffen moet gecontroleerd worden of wanneer het achtergrondniveau moet gecontroleerd worden.

Art. 23	Vereisten inzake de installatie, de werking, de kalibratie en de testen : Het meetinstrument is niet zo geïnstalleerd dat het voertuig verplicht is om vlak naast of tussen de detectoren door te passeren.
Art. 24	Vereisten inzake de installatie, de werking, de kalibratie en de testen : Tijdens de detectiemeting wacht het volgende voertuig niet op ten minste 5m afstand van de aanwezigheidssensoren.
Art. 25	Vereisten inzake de installatie, de werking, de kalibratie en de testen : Het meetinstrument is niet zodanig geïnstalleerd dat het werkingsgebied van de detector niet belemmerd wordt.
Art. 26	Vereisten inzake de installatie, de werking, de kalibratie en de testen : De alarmindicaties zijn niet duidelijk zichtbaar voor de personen die de inspectiepunten bemannen.
Art. 27	Vereisten inzake voertuigdetectoren : Het meetinstrument is niet aangepast aan de afmetingen van het voertuig en aan de afscherming die deze voertuigen met zich meebrengen.
Art. 28	Vereisten inzake voertuigdetectoren:

	Het meetinstrument is niet aangepast aan de aard van de opzoeking of aan de zones van het voertuig die onderzocht moeten worden.
Art. 29	Vereisten inzake voertuigdetectoren: De afstand tussen beide detectoren mag maximum 6 m bedragen.
Art. 30	Vereisten inzake voertuigdetectoren: De middelen die het meetinstrument beschermen tegen beschadiging door de voertuigen, belemmeren het detectiegebied.
Art. 31	Vereisten inzake voertuigdetectoren: De aanwezigheidsdetector is niet zodanig geplaatst dat hij alleen geactiveerd wordt wanneer het detectiegebied van het meetinstrument bezet wordt en niet wanneer er andere voertuigen in de omgeving passeren.

Tableau 4 : Infractions à l'arrêté royal du 2 juillet 2015 relatif aux produits radioactifs destinés à un usage IN VITRO ou IN VIVO en médecine humaine, en médecine vétérinaire, dans un essai clinique ou dans une investigation clinique

Articles	Description
25	Les documents de contrôle de qualité ne sont pas consignés pendant au moins 10 ans.
26	La déclaration trimestrielle n'est pas remise à l'AFCN.

51	Les résultats des contrôles du radiopharmacien ne sont pas consignés dans un registre.
----	--

Tabel 4 : Inbreuken op het koninklijk besluit van 12 juli 2015 betreffende radioactieve producten voor IN VITRO of IN VIVO gebruik in de geneeskunde, in de diergeneeskunde, in een klinische proef of in een klinisch onderzoek

Artikels	Beschrijving
25	De resultaten van de door de radiofarmaceut uitgevoerde controles worden niet minstens gedurende 10 jaar in een register bijgehouden.
26	Het trimestrieel overzicht wordt niet aan het FANC overgemaakt.
51	De resultaten van de door de radiofarmaceut uitgevoerde controles worden niet minstens gedurende 10 jaar in een register bijgehouden.

Tableau 5 : Infraction à l'arrêté royal du 22 octobre 2017 concernant le transport de marchandises dangereuses de la classe 7 à l'ADN, l'ADR, l'IMDG, au RID et à l'ICAO

Articles	Description de l'infraction
16	Absence de copie de l'accord de dérogation pendant le transport
37	Non-respect des modalités de transmission des relevés des transports

58	Non-respect des modalités de notifications de transports
62	Non-respect des conditions d'arrimage des colis durant l'interruption de transport sur un lieu agréé
126, al 1	Non-respect des modalités de notification de la fabrication d'un emballage
130	Non-respect des modalités de notification du numéro de série d'un emballage
131	Non-respect des modalités de notification de la première utilisation en Belgique d'un modèle de colis approuvé
133	Non-respect des modalités de notification des modèles de colis non-approuvés

Articles AR	Articles ADN	Description de l'infraction
Article 6 Le transport des marchandises dangereuses de la classe 7 doit être conforme aux dispositions des conventions et règlements internationaux en vigueur qui règlent le transport des marchandises dangereuses.		
	1.7.2.4	Absence du port du dosimètre

	1.16	Absence de copie du certificat d'agrément approprié pour le bateau
	5.1.2	Non-respect des dispositions d'emploi de suremballages
	5.1.3.2	Non-respect des conditions de décontamination de conteneurs, citernes, emballages et suremballages
	5.1.5	Non-respect des dispositions générales relatives à la classe 7
	5.2.1.1	Non-respect des prescriptions concernant le marquage des colis/suremballages/conteneurs
	5.2.1.2	Non-respect des prescriptions concernant le marquage des colis/suremballages/conteneurs : Marquage illisible ou non visible ou non-résistant aux intempéries
	5.2.1.7	Non-respect des dispositions spéciales pour le marquage des matières radioactives
	5.2.1.10	Non-respect des dispositions relatives aux flèches d'orientation
	5.2.2.1	Non-respect des dispositions relatives à l'étiquetage des colis/suremballages/conteneurs
	5.2.2.2	Non-respect des dispositions relatives aux étiquettes des colis/suremballages/conteneurs
	5.3.1	Non-respect des dispositions relatives au placardage

	5.3.2	Non-respect des dispositions relatives à la signalisation orange
	5.4.0	Non-respect des généralités relatives au document de transport
	5.4.1.1	Non-respect des dispositions relatives aux renseignements généraux qui doivent figurer dans le document de transport
	5.4.1.2.5	Non-respect des dispositions additionnelles relatives à la classe 7 qui doivent figurer dans le document de transport
	5.4.1.4	Non-respect des dispositions relatives à la forme et à la langue du document de transport
	5.4.2	Absence du certificat d'empotage du conteneur ou du véhicule
	5.4.3	Non-respect des dispositions relatives aux consignes écrites
	5.4.4	Non-respect des dispositions relatives à la conservation des informations relatives au transport de marchandises dangereuses
	7.1.5	Non-respect des prescriptions supplémentaires relatives à la navigation des bateaux
	7.2.4	Non-respect des prescriptions supplémentaires relatives au chargement, au transport, au déchargement et à la manutention de la cargaison

	8.1.2.1	Absence de documents à bord
	8.1.2.2	Absence de documents à bord des bateaux à marchandises sèches
	8.1.2.3	Absence de documents à bord des bateaux-citernes
	8.1.4	Non-respect des dispositions relatives aux dispositifs d'extinction d'incendie
	8.1.5	Non-respect des dispositions relatives à l'équipement spécial
	8.2.1.2	Non-respect des prescriptions relatives à la formation des experts
	8.3	Non-respect des prescriptions diverses à observer par l'équipage du bateau
Articles AR	Articles ADR	Description de l'infraction
Article 6 Le transport des marchandises dangereuses de la classe 7 doit être conforme aux dispositions des conventions et règlements internationaux en vigueur qui règlent le transport des marchandises dangereuses.		
	1.7.2.4	Absence du port du dosimètre
	5.1.2	Non-respect des dispositions d'emploi de suremballages
	5.1.3.2	Non-respect des conditions de décontamination de conteneurs,

		citernes, emballages et suremballages
	5.1.5	Non-respect des dispositions générales relatives à la classe 7
	5.2.1.1	Non-respect des prescriptions concernant le marquage des colis/suremballages/conteneurs
	5.2.1.2	Non-respect des prescriptions concernant le marquage des colis/suremballages/conteneurs : Marquage illisible ou non visible ou non-résistant aux intempéries
	5.2.1.7	Non-respect des dispositions spéciales pour le marquage des matières radioactives
	5.2.1.10	Non-respect des dispositions relatives aux flèches d'orientation
	5.2.2.1	Non-respect des dispositions relatives à l'étiquetage des colis/suremballages/conteneurs
	5.2.2.2	Non-respect des dispositions relatives aux étiquettes des colis/suremballages/conteneurs
	5.3.1	Non-respect des dispositions relatives au placardage
	5.3.2	Non-respect des dispositions relatives à la signalisation orange
	5.4.0	Non-respect des généralités relatives au document de transport
	5.4.1.1	Non-respect des dispositions relatives aux renseignements

		généraux qui doivent figurer dans le document de transport
	5.4.1.2.5	Non-respect des dispositions additionnelles relatives à la classe 7 qui doivent figurer dans le document de transport
	5.4.1.4	Non-respect des dispositions relatives à la forme et à la langue du document de transport
	5.4.2	Absence du certificat d'empotage du conteneur ou du véhicule
	5.4.3	Non-respect des dispositions relatives aux consignes écrites
	5.4.4	Non-respect des dispositions relatives à la conservation des informations relatives au transport de marchandises dangereuses
	7.5.7	Non-respect des règles régissant la manutention et l'arrimage des marchandises dangereuses
	7.5.9	Non-respect de l'interdiction de fumer au cours des manutentions
	7.5.11 CV33	Non-respect des dispositions supplémentaires relatives à la classe 7
	8.1.2.1	Absence de documents à bord de l'unité de transport
	8.1.2.2	Absence de documents à bord de l'unité de transport : certificat d'agrément ou certificat de formation du conducteur ou copie de

		l'agrément de l'autorité compétente
	8.1.3	Absence de placardage et/ou de signalisation orange
	8.1.4	Non-respect des dispositions relatives aux moyens d'extinction d'incendie
	8.1.5.2	Absence ou non-conformités des équipements divers et/ou d'équipement de protection individuelle
	8.1.5.3	Absence ou non-conformités des équipements supplémentaires
	8.2.3	Absence de formation du personnel autre que le chauffeur
	8.3	Non-respect des prescriptions diverses à observer par l'équipage du véhicule
	8.4.1	Non-respect des prescriptions relatives à la surveillance des véhicules
	8.5 S5	Non-respect des dispositions spéciales communes au transport de marchandises dangereuses de la classe 7 en colis exceptés
	8.5 S6	Non-respect des dispositions spéciales communes au transport de marchandises dangereuses de la classe 7 autres que celles en colis exceptés
	8.5 S11	Non-respect de prescription supplémentaire relative à la

		classe 7 : formation équivalente au cours de spécialisation
	8.5 S12	Non-respect de prescription supplémentaire relative à la classe 7 : formation appropriée de sensibilisation des conducteurs attestée par un certificat délivré par leur employeur
	8.5 S21	Non-respect de prescription supplémentaire relative à la classe 7 : exemption du respect du chapitre 8.4 relatives à la surveillance du véhicule
Articles AR	Articles IMDG	Description de l'infraction
Article 6 Le transport des marchandises dangereuses de la classe 7 doit être conforme aux dispositions des conventions et règlements internationaux en vigueur qui règlent le transport des marchandises dangereuses.		
	1.5.2.4	Absence du port du dosimètre
	5.1.2	Non-respect des dispositions d'emploi de suremballages
	5.1.3.2	Non-respect des conditions de décontamination de conteneurs, citernes, emballages et suremballages
	5.1.5	Non-respect des dispositions générales relatives à la classe 7

	5.2.1.1	Non-respect des prescriptions concernant le marquage des colis/suremballages/conteneurs
	5.2.1.2	Non-respect des prescriptions concernant le marquage des colis/suremballages/conteneurs : conteneurs : Marquage illisible ou non visible ou non-résistant ou non contrastant ou mal localisé
	5.2.1.5	Non-respect des dispositions spéciales pour le marquage spécifique à la classe 7
	5.2.1.6	Non-respect des dispositions spéciales pour le marquage des polluants marins
	5.2.1.7	Non-respect des dispositions relatives aux flèches d'orientation
	5.2.2.1	Non-respect des dispositions relatives à l'étiquetage des colis/suremballages/conteneurs
	5.2.2.2	Non-respect des dispositions relatives aux étiquettes des colis/suremballages/conteneurs
	5.3.1	Placardage incorrect des conteneurs (pour ce qui concerne la classe 7)
	5.3.2	Non-respect des dispositions relatives au marquage des unités de transport
	5.4.1.1	Non-respect des dispositions générales relatives au document de transport

	5.4.1.2	Non-respect des dispositions relatives à la forme du document de transport
	5.4.1.3	Non-respect des dispositions relatives aux noms et adresses des expéditeurs et des destinataires, et à la date, renseignés dans le document de transport
	5.4.1.4	Non-respect des dispositions relatives aux renseignements généraux qui doivent figurer dans le document de transport
	5.4.1.5.7	Non-respect des dispositions additionnelles relatives à la classe 7 qui doivent figurer dans le document de transport
	5.4.2	Absence du certificat d'empotage du conteneur ou du véhicule
	5.4.3	Non-respect des dispositions relatives à la documentation nécessaire à bord du navire
	5.4.4	Non-respect des dispositions relatives à d'autres informations et documentations
	5.4.5	Non-respect des dispositions relatives au contenu du document « Multimodal Dangerous Goods Form »
	5.4.6	Non-respect des dispositions relatives à la conservation des informations et documentation relatives au transport de marchandises dangereuses
	7.1	Non-respect des dispositions générales d'arrimage

	7.2	Non-respect des dispositions générales de ségrégation
	7.3	Non-respect des dispositions consignes d'opérations d'expédition
	7.4	Non-respect des dispositions d'arrimage et de ségrégation sur les navires porte-conteneurs
	7.5	Non-respect des dispositions d'arrimage et de ségrégation sur les navires roll-on roll-off (RO-RO)
	7.6	Non-respect des dispositions d'arrimage et de ségrégation sur les navires cargo
	7.7	Non-respect des dispositions d'arrimage et de ségrégation sur les navires barges
Articles AR	Articles RID	Description de l'infraction
Article 6 Le transport des marchandises dangereuses de la classe 7 doit être conforme aux dispositions des conventions et règlements internationaux en vigueur qui règlent le transport des marchandises dangereuses.		
	1.7.2.4	Absence du port du dosimètre
	5.1.2	Non-respect des dispositions d'emploi de suremballages

	5.1.3.2	Non-respect des conditions de décontamination de conteneurs, citernes, emballages et suremballages
	5.1.5	Non-respect des dispositions générales relatives à la classe 7
	5.2.1.1	Non-respect des prescriptions concernant le marquage des colis/suremballages/conteneurs
	5.2.1.2	Non-respect des prescriptions concernant le marquage des colis/suremballages/conteneurs : Marquage illisible ou non visible ou non-résistant aux intempéries
	5.2.1.7	Non-respect des dispositions spéciales pour le marquage des matières radioactives
	5.2.1.10	Non-respect des dispositions relatives aux flèches d'orientation
	5.2.2.1	Non-respect des prescriptions relatives à l'étiquetage des colis/suremballages/conteneurs
	5.2.2.2	Non-respect des dispositions relatives aux étiquettes des colis/suremballages/conteneurs
	5.3.1	Non-respect des dispositions relatives au placardage
	5.3.2	Non-respect des dispositions relatives à la signalisation orange
	5.4.0	Non-respect des généralités relatives au document de transport

	5.4.1.1	Non-respect des dispositions relatives aux renseignements généraux qui doivent figurer dans le document de transport
	5.4.1.2.5	Non-respect des dispositions additionnelles relatives à la classe 7 pour le document de transport
	5.4.1.4	Non-respect des dispositions relatives à la forme et à la langue du document de transport
	5.4.2	Absence du certificat d'emportage du conteneur ou du véhicule
	5.4.3	Non-respect des dispositions relatives aux consignes écrites
	5.4.4	Non-respect des dispositions relatives à la conservation des informations relatives au transport de marchandises dangereuses
	7.5.7	Non-respect des règles régissant la manutention et l'arrimage des marchandises dangereuses
	7.5.11 CW33	Non-respect des dispositions supplémentaires relatives à la classe 7
Articles AR	Articles ICAO	Description
Article 6 Le transport des marchandises dangereuses de la classe 7 doit être conforme aux dispositions des conventions et règlements		

internationaux en vigueur qui règlent le transport des marchandises dangereuses.		
	Part 1 § 6.2.4	Absence du port du dosimètre
	Part 5 § 1.1	Non-respect des exigences générales assignées à l'expéditeur
	Part 5 § 1.2	Non-respect des dispositions générales relatives à la classe 7 assignées à l'expéditeur
	Part 5 § 1.4	Absence de formation du personnel de l'expéditeur
	Part 5 § 2.1 & 2.2	Non-respect des prescriptions concernant le marquage des colis
	Part 5 § 2.3	Non-respect des dispositions relatives aux flèches d'orientation
	Part 5 § 2.4.1	Non-respect des prescriptions concernant le marquage des colis : absence du numéro UN et de la désignation officielle de transport
	Part 5 § 2.4.2	Non-respect des prescriptions concernant le marquage des colis : absence du nom et de l'adresse de l'expéditeur ou du destinataire
	Part 5 § 2.4.4	Non-respect des prescriptions concernant le marquage des colis : absence des marquages spécifiques
	Part 5 § 2.4.5	Non-respect des prescriptions concernant le marquage des

		colis : absence des marquages spécifiques à la classe 7
	Part 5 § 2.4.10	Non-respect des prescriptions concernant le marquage des suremballages
	Part 5 § 3.1	Non-respect des dispositions relatives à l'étiquetage des colis
	Part 5 § 3.2	Non-respect des dispositions relatives au placement des étiquettes
	Part 5 § 3.3	Non-respect des dispositions relatives à l'étiquetage des suremballages
	Part 5 § 3.4	Non-respect des dispositions relatives à l'étiquetage interdit
	Part 5 § 3.5	Non-respect des dispositions relatives à l'étiquette
	Part 5 § 3.6.1	Non-respect des dispositions spéciales relatives à l'étiquetage de conteneurs chargés de marchandises dangereuses de la classe 7
	Part 5 § 4.1.1	Non-respect des généralités relatives au document de transport
	Part 5 § 4.1.2	Non-respect des dispositions relatives à la forme du document de transport
	Part 5 § 4.1.3	Non-respect des dispositions relatives aux noms et adresses des expéditeurs et des destinataires renseignés dans le document de transport
	Part 5 § 4.1.4	Non-respect des dispositions relatives aux renseignements

		généraux qui doivent figurer dans le document de transport
	Part 5 § 4.1.5.7	Non-respect des dispositions additionnelles relatives à la classe 7 qui doivent figurer dans le document de transport
	Part 5 § 4.2	Non-respect des dispositions relatives au document « Air Waybill »
	Part 5 § 4.4	Non-respect des dispositions relatives à la conservation des informations relatives au transport de marchandises dangereuses
	Part 7 § 2.1	Non-respect des dispositions relatives au chargement de marchandises dangereuses dans le cockpit ou dans la cabine d'un avion passagers
	Part 7 § 2.2	Non-respect des dispositions relatives aux marchandises dangereuses incompatibles
	Part 7 § 2.4	Non-respect des dispositions relativement au chargement et à l'arrimage des marchandises dangereuses
	Part 7 § 2.6	Non-respect des dispositions relatives à la visibilité des marquages et des étiquettes
	Part 7 § 2.9	Non-respect des dispositions spéciales pour le transport de matières radioactives
	Part 7 § 4.11	Non-respect des dispositions relatives à la conservation des informations relatives au transport de marchandises dangereuses

Tabel 5 : Inbreuken op het Koninklijk besluit van 22 oktober 2017 betreffende het vervoer van gevaarlijke goederen van de klasse 7 de ADN, ADR, IMDG, RID en ICAO

Artikels	Beschrijving van de inbreuk
16	Kopie van de toestemming tot afwijking ontbreekt tijdens transport.
37	Niet-naleving van de modaliteiten voor het versturen van de maandelijkse rapporten.
58	Niet-naleving van de modaliteiten m.b.t. het melden van transporten.
62	Niet-naleving van de voorwaarden voor de stuwage van de colli tijdens de onderbreking van het transport op een onderbrekingsplaats.
126, al 1	Niet-naleving van de modaliteiten voor de melding van de fabricage van een verpakking.
130	Niet-naleving van de modaliteiten voor de melding van het serienummer van een verpakking.
131	Niet-naleving van de modaliteiten voor de melding van het eerste gebruik in België voor een goedgekeurd model van collo.
133	Niet-naleving van de modaliteiten voor de melding van niet goedgekeurde modellen van collo.

Artikels KB	Artikels ADN	Beschrijving van de inbreuk
<p>Artikel 6 Het vervoer van gevaarlijke goederen van de klasse 7 dient te gebeuren overeenkomstig de bepalingen van de van kracht zijnde internationale overeenkomsten en reglementen voor het vervoer van gevaarlijke goederen.</p>		
	1.7.2.4	Niet dragen van een dosimeter.
	1.16	Ontbreken van een kopie van het certificaat van goedkeuring voor het schip.
	5.1.2	Niet-naleving van de bepalingen voor het gebruik van oververpakkingen.
	5.1.3.2	Niet-naleving van de voorwaarden voor de decontaminatie van containers, tanks, verpakkingen en oververpakkingen.
	5.1.5	Niet-naleving van de algemene voorschriften voor de klasse 7.
	5.2.1.1	Niet-naleving van de voorschriften m.b.t. de kenmerking van colli/oververpakkingen/containers.
	5.2.1.2	Niet-naleving van de voorschriften m.b.t. de kenmerking van colli/oververpakkingen/containers: het kenmerk is niet correct zichtbaar, onleesbaar of niet bestand tegen weer en wind.
	5.2.1.7	Niet-naleving van de bijzondere bepalingen m.b.t. de kenmerking van radioactieve stoffen.

	5.2.1.10	Niet-naleving van de bepalingen m.b.t. de richtinggevende pijlen.
	5.2.2.2	Niet-naleving van de voorschriften m.b.t. de etikettering van colli/ oververpakkingen/ containers.
	5.3.1	Niet-naleving van de voorschriften m.b.t. de grote etiketten.
	5.3.2	Niet-naleving van de voorschriften m.b.t. de oranje borden.
	5.4.0	Niet-naleving van de algemene bepalingen m.b.t. de het vervoersdocument.
	5.4.1.1	Niet-naleving van de bepalingen m.b.t. de algemene informatie die op het vervoersdocument moet worden vermeld.
	5.4.1.2.5	Niet-naleving van de aanvullende bepalingen m.b.t. de klasse 7 die op het vervoersdocument moeten worden vermeld.
	5.4.1.4	Niet-naleving van de bepalingen m.b.t. de vorm en taal van het vervoersdocument.
	5.4.2	Ontbreken van het container – of voertuigbeladingscertificaat.
	5.4.3	Niet-naleving van de bepalingen m.b.t. de schriftelijke instructies.
	5.4.4	Niet-naleving van de bepalingen m.b.t. het bewaren van de informatie over het vervoer van gevaarlijke goederen.
	7.1.5	Niet-naleving van de operationele aanvullende voorschriften.

	7.2.4	Niet-naleving van de aanvullende voorschriften m.b.t. het laden, vervoer, lossen en de overige behandeling van de lading.
	8.1.2.1	Ontbreken van boorddocumenten.
	8.1.2.2	Ontbreken van boorddocumenten van drogeladingschepen.
	8.1.2.3	Ontbreken van boorddocumenten van tankschepen.
	8.1.4	Niet-naleving van de bepalingen m.b.t. de brandblusinstallatie.
	8.1.5	Niet-naleving van de bepalingen m.b.t. de speciale uitrusting.
	8.2.1	Niet-naleving van de voorschriften m.b.t. de opleiding van deskundigen.
	8.3	Niet-naleving van de diverse voorschriften die door de bemanning van het schip in acht moeten worden genomen.
Artikels KB	Artikels ADR	Beschrijving van de inbreuk
Artikel 6 Het vervoer van gevaarlijke goederen van de klasse 7 dient te gebeuren overeenkomstig de bepalingen van de van kracht zijnde internationale overeenkomsten en reglementen voor het vervoer van gevaarlijke goederen		
	1.7.2.4	Niet dragen van een dosimeter.
	5.1.2	Niet-naleving van de bepalingen m.b.t. het gebruik van de oververpakkingen.

	5.1.3.2	Niet-naleving van de voorwaarden voor de decontaminatie van de containers, tanks, verpakkingen en oververpakkingen.
	5.1.5	Niet-naleving van de algemene voorschriften voor de klasse 7.
	5.2.1.1	Niet-naleving van de voorschriften m.b.t. de kenmerking van colli/oververpakkingen/containers.
	5.2.1.2	Niet-naleving van de voorschriften m.b.t. de kenmerking van colli/oververpakkingen/containers: Het kenmerk is niet correct zichtbaar, onleesbaar en niet bestand tegen weer en wind.
	5.2.1.7	Niet-naleving van de bijzondere bepalingen m.b.t. de kenmerking van radioactieve stoffen.
	5.2.1.10	Niet-naleving van de bepalingen m.b.t. de richtinggevende pijlen.
	5.2.2.1	Niet-naleving van de bepalingen m.b.t. de etikettering van colli/oververpakkingen/containers.
	5.2.2.2	Niet-naleving van de bepalingen m.b.t. de etiketten van colli/oververpakkingen/containers.
	5.3.1	Niet-naleving van de bepalingen m.b.t. de grote etiketten.
	5.3.2	Niet-naleving van de bepalingen m.b.t. de oranje signalisatie.
	5.4.0	Niet-naleving van de algemene bepalingen m.b.t. het vervoersdocument.
	5.4.1.1	Niet-naleving van de bepalingen m.b.t. de algemene gegevens die op het

		vervoersdocument moet worden vermeld.
	5.4.1.2.5	Niet-naleving van de bijkomende bepalingen m.b.t. de klasse 7 die op het vervoersdocument moet worden vermeld.
	5.4.1.4	Niet-naleving van de bepalingen m.b.t. de vorm en taal van het vervoersdocument.
	5.4.2	Ontbreken van het container- of voertuigbeladingscertificaat.
	5.4.3	Niet-naleving van de bepalingen m.b.t. de schriftelijke richtlijnen.
	5.4.4	Niet-naleving van de bepalingen m.b.t. het bewaren van de informatie over het vervoer van gevaarlijke goederen.
	7.5.7	Niet-naleving van de regels m.b.t. de behandeling en stuwage van de gevaarlijke goederen.
	7.5.9	Niet-naleving van het rookverbod tijdens de behandeling.
	7.5.11 CV33	Niet-naleving van de bijkomende bepalingen m.b.t. de klasse 7.
	8.1.2.1	Ontbreken van boorddocumenten in de transporteenheid.
	8.1.2.2	Ontbreken van boorddocumenten in de transporteenheid: Keuringsdocument, opleidingscertificaat van de bestuurder of kopie van het akkoord van de bevoegde autoriteit.
	8.1.3	Ontbreken van grote etiketten en/of oranje signalisatie.
	8.1.4	Niet-naleving van de bepalingen m.b.t. de brandblusmiddelen.

	8.1.5.2	Ontbrekende of niet-conforme diverse uitrusting en/of uitrusting voor individuele bescherming.
	8.1.5.3	Ontbrekende of niet-conforme bijkomende uitrusting.
	8.2.3	Ontbreken van een opleiding voor de andere personeelsleden dan de bestuurder.
	8.3	Niet-naleving van de diverse voorschriften die door de bemanning van het voertuig moeten worden nageleefd.
	8.4.1	Niet-naleving van de voorschriften m.b.t. de bewaking van de voertuigen.
	8.5 S5	Niet-naleving van de gemeenschappelijke bijzondere bepalingen voor het vervoer van gevaarlijke goederen van de klasse 7 in uitgezonderde colli.
	8.5 S6	Niet-naleving van de gemeenschappelijke bijzondere bepalingen voor het vervoer van gevaarlijke goederen van de klasse 7 in andere dan uitgezonderde colli.
	8.5 S11	Niet-naleving van de aanvullende voorschriften m.b.t. de klasse 7: opleiding gelijkwaardig aan de specialisatiecursus.
	8.5 S12	Niet-naleving van de aanvullende voorschriften m.b.t. de klasse 7: aangepaste sensibiliseringsopleiding voor de bestuurders, bevestigd met een certificaat verstrekt door de werkgever.
	8.5 S21	Niet-naleving van de aanvullende voorschriften m.b.t. de klasse 7: vrijstelling van de naleving van hoofdstuk 8.4 m.b.t. de bewaking van de voertuigen.

Artikels KB	Artikels IMDG	Beschrijving
Artikel 6 Het vervoer van gevaarlijke goederen van de klasse 7 dient te gebeuren overeenkomstig de bepalingen van de van kracht zijnde internationale overeenkomsten en reglementen voor het vervoer van gevaarlijke goederen		
	1.5.2.4	Niet dragen van een dosimeter.
	5.1.2	Niet-naleving van de bepalingen m.b.t. het gebruik van oververpakkingen.
	5.1.3.2	Niet-naleving van de voorwaarden voor de decontaminatie van containers, tanks, verpakkingen en oververpakkingen.
	5.1.5	Niet-naleving van de algemene voorschriften voor klasse 7.
	5.2.1.1	Niet-naleving van de voorschriften m.b.t. de kenmerking van colli/oververpakkingen/containers.
	5.2.1.2	Niet-naleving van de voorschriften m.b.t. de kenmerking van colli/oververpakkingen/containers: Containers: het kernmerk is niet correct zichtbaar, onleesbaar, of niet contrasterend of slecht geplaatst.
	5.2.1.5	Niet-naleving van de bijzondere voorschriften m.b.t. het kenmerken van klasse 7.
	5.2.1.6	Niet-naleving van de bijzondere kenmerkingsvoorschriften voor mariene milieuverontreinigende stoffen.

	5.2.1.7	Niet-naleving van de bepalingen m.b.t. de richtinggevende pijlen.
	5.2.2.1	Niet-naleving van de bepalingen m.b.t. de etiketteringsvoorschriften van colli/oververpakkingen/containers.
	5.2.2.2	Niet-naleving van de voorschriften voor de etiketten voor colli/oververpakkingen/containers.
	5.3.1	Niet-naleving van de bepalingen m.b.t. de grote etiketten voor de klasse 7.
	5.3.2	Niet-naleving van de bepalingen m.b.t. de kenmerking van laadeenheden.
	5.4.1.1	Niet-naleving van de algemene bepalingen m.b.t. het vervoersdocument.
	5.4.1.2	Niet-naleving van de bepalingen m.b.t. de vorm van het vervoersdocument.
	5.4.1.3	Niet-naleving van de bepalingen m.b.t. de namen en adressen van de afzenders en bestemmingen, de datum en inlichtingen in het vervoersdocument.
	5.4.1.4	Niet-naleving van de bepalingen m.b.t. de algemene inlichtingen die op het vervoersdocument moeten worden vermeld.
	5.4.1.5.7	Niet-naleving van de aanvullende bepalingen m.b.t. de klasse 7 die op het vervoersdocument moeten worden vermeld.
	5.4.2	Ontbreken van het container- of voertuigbeladingscertificaat.
	5.4.3	Niet-naleving van de bepalingen m.b.t. de aan boord van het schip vereiste documentatie.

	5.4.4	Niet-naleving van de bepalingen m.b.t. andere informatie en documentatie.
	5.4.5	Niet-naleving van de bepalingen m.b.t. de inhoud van het Multimodaal formulier gevaarlijke goederen.
	5.4.6	Niet-naleving van de bepalingen m.b.t. het bewaren van informatie en documentatie m.b.t. het vervoer van gevaarlijke goederen.
	7.1	Niet-naleving van de algemene stuwagevoorschriften.
	7.2	Niet-naleving van de algemene segregatievoorschriften.
	7.3	Niet-naleving van de bepalingen m.b.t. de verzendingsoperaties.
	7.4	Niet-naleving van de voorschriften m.b.t. de stuwage en scheiding op de containerschepen.
	7.5	Niet-naleving van de voorschriften m.b.t. de stuwage en scheiding op de roll-on-roll-offs schepen (RO-RO).
	7.6	Niet-naleving van de voorschriften m.b.t. de stuwage en scheiding op de cargoschepen.
	7.7	Niet-naleving van de voorschriften m.b.t. de stuwage en scheiding op de binnenvaartschepen.
Artikels KB	Artikels RID	Beschrijving
Artikel 6 Het vervoer van gevaarlijke goederen van de klasse 7 dient te gebeuren overeenkomstig de		

bepalingen van de van kracht zijnde internationale overeenkomsten en reglementen voor het vervoer van gevaarlijke goederen.		
	1.7.2.4	Niet dragen van een dosimeter.
	5.1.2	Niet-naleving van de bepalingen m.b.t. het gebruik van oververpakkingen.
	5.1.3.2	Niet-naleving van de voorwaarden voor de decontaminatie van containers, tanks, verpakkingen en oververpakkingen.
	5.1.5	Niet-naleving van de algemene bepalingen m.b.t. de klasse 7.
	5.2.1.1	Niet-naleving van de voorschriften m.b.t. het markeren van colli/oververpakkingen/containers.
	5.2.1.2	Niet-naleving van de voorschriften m.b.t. het markeren van colli/ oververpakkingen/ containers: het merkteken is niet correct zichtbaar, onleesbaar, niet bestand tegen weer en wind, niet contrasterend, of slecht geplaatst.
	5.2.1.7	Niet-naleving van de bijzondere bepalingen m.b.t. het markeren van radioactieve stoffen.
	5.2.1.10	Niet-naleving van de bepalingen m.b.t. de oriëntatiepijlen.
	5.2.2.1	Niet-naleving van de voorschriften m.b.t. de etikettering van colli/ oververpakkingen/ containers.
	5.2.2.2	Niet-naleving van de voorschriften m.b.t. de etiketten van colli/ oververpakkingen/ containers.

	5.3.1	Niet-naleving van de voorschriften m.b.t. de grote etiketten.
	5.3.2	Niet-naleving van de voorschriften m.b.t. de oranje signalisatie.
	5.4.0	Niet-naleving van de algemene informatie m.b.t. het vervoersdocument.
	5.4.1.1	Niet-naleving van de bepalingen m.b.t. de algemene inlichtingen die op het vervoersdocument moeten worden vermeld.
	5.4.1.2.5	Niet-naleving van de bijkomende bepalingen m.b.t. de klasse 7 voor het vervoersdocument.
	5.4.1.4	Niet-naleving van de bepalingen m.b.t. de vorm en het taalgebruik van het vervoersdocument.
	5.4.2	Ontbreken van het verpakkingscertificaat van de container of van het voertuig.
	5.4.3	Niet-naleving van de bepalingen m.b.t. de schriftelijke richtlijnen.
	5.4.4	Niet-naleving van de bepalingen m.b.t. het bewaren van de gegevens betreffende het vervoer van gevaarlijke goederen.
	7.5.7	Niet-naleving van de voorschriften voor de behandeling en stuwage van gevaarlijke goederen.
	7.5.11 CW33	Niet-naleving van de bijkomende voorschriften m.b.t. de klasse 7.
Artikels KB	Artikels ICAO	Beschrijving
Artikel 6 Het vervoer van gevaarlijke goederen van de		

klasse 7 dient te gebeuren overeenkomstig de bepalingen van de van kracht zijnde internationale overeenkomsten en reglementen voor het vervoer van gevaarlijke goederen.		
	Deel 1 § 6.2.4	Niet dragen van een dosimeter.
	Deel 5 § 1.1	Niet-naleving van de algemene vereisten opgelegd aan de afzender.
	Deel 5 § 1.2	Niet-naleving van de algemene bepalingen m.b.t. de klasse 7 opgelegd aan de afzender.
	Deel 5 § 1.4	Ontbreken van een opleiding voor het personeel van de afzender.
	Deel 5 § 2.1 & 2.2	Niet-naleving van de voorschriften m.b.t. de kenmerking van de colli.
	Deel 5 § 2.3	Niet-naleving van de voorschriften m.b.t. de richtinggevende pijlen.
	Deel 5 § 2.4.1	Niet-naleving van de voorschriften m.b.t. de kenmerking van de colli: ontbreken van het UN nummer en de officiële vervoersnaam.
	Deel 5 § 2.4.2	Niet-naleving van de voorschriften m.b.t. de kenmerking van de colli: ontbreken van de naam en adres van afzender of bestemming.
	Deel 5 § 2.4.4	Niet-naleving van de voorschriften m.b.t. de kenmerking van de colli: ontbreken van specifieke markeringen.
	Deel 5 § 2.4.5	Niet-naleving van de voorschriften m.b.t. de kenmerking van de colli: ontbreken van specifieke markeringen klasse 7.

	Deel 5 § 2.4.10	Niet-naleving van de voorschriften m.b.t. de kenmerking van de oververpakkingen.
	Deel 5 § 3.1	Niet-naleving van de voorschriften m.b.t. de etikettering van de colli.
	Deel 5 § 3.2	Niet-naleving van de voorschriften m.b.t. de plaatsing van de etiketten.
	Deel 5 § 3.3	Niet-naleving van de voorschriften m.b.t. de etikettering van de oververpakkingen.
	Deel 5 § 3.4	Niet-naleving van de voorschriften m.b.t. de verboden etikettering.
	Deel 5 § 3.5	Niet-naleving van de voorschriften m.b.t. de etiketten.
	Deel 5 § 3.6.1	Niet-naleving van de bijzondere bepalingen m.b.t. de etikettering van containers geladen met gevaarlijke goederen van de klasse 7.
	Deel 5 § 4.1.1	Niet-naleving van de algemene informatie over het vervoersdocument.
	Deel 5 § 4.1.2	Niet-naleving van de bepalingen m.b.t. de vorm van het vervoersdocument.
	Deel 5 § 4.1.3	Niet-naleving van de bepalingen m.b.t. de namen en adressen van de afzenders en bestemmingen vermeld op het vervoersdocument.
	Deel 5 § 4.1.4	Niet-naleving van de bepalingen m.b.t. de algemene inlichtingen die op het vervoersdocument moeten worden vermeld.
	Deel 5 § 4.1.5.7	Niet-naleving van de bijkomende bepalingen m.b.t. de klasse 7 die op het vervoersdocument moeten worden vermeld.

	Deel 5 § 4.2	Niet-naleving van de bepalingen m.b.t. het document « Air Waybill ».
	Deel 5 § 4.4	Niet-naleving van de bepalingen m.b.t. het bewaren van gegevens over het vervoer van gevaarlijke goederen.
	Deel 7 § 2.1	Niet-naleving van de bepalingen m.b.t. het laden van gevaarlijke goederen in de cockpit of de cabine van een passagiersvliegtuig.
	Deel 7 § 2.2	Niet-naleving van de bepalingen m.b.t. niet compatibele gevaarlijke goederen.
	Deel 7 § 2.4	Niet-naleving van de bepalingen m.b.t. het laden en stuwage van gevaarlijke goederen.
	Deel 7 § 2.6	Niet-naleving van de bepalingen m.b.t. de zichtbaarheid van de kenmerking en de etiketten.
	Deel 7 § 2.9	Niet-naleving van de bijzondere bepalingen m.b.t. het vervoer van radioactieve stoffen.
	Deel 7 § 4.11	Niet-naleving van de bepalingen m.b.t. het bewaren van gegevens m.b.t. het vervoer van gevaarlijke goederen.

Tableau 6 : Infractions à l'arrêté royal du 13 février 2020 relatif aux expositions médicales et aux expositions à des fins d'imagerie non médicale avec des équipements radiologiques médicaux

Articles	Description
21 § 1	les personnes participant potentiellement au soutien et au réconfort ne sont pas informés ou ne sont pas informés complètement/correctement.

22 § 1	Diagnostic et thérapie avec produit Radioactif : pas d'instructions données ou contenu non conforme au règlement technique ou contenu non approuvé par l'expert agréé en radiophysique médicale et par l'expert agréé en contrôle physique.
§ 2	Thérapie avec un produit radioactif: pas de carte de sortie donnée ou contenu non conforme au règlement technique.
27	Absence de procédures écrites pour les pratiques
28 § 1	Procédure pour estimer la dose (validée par RPM), manquante.
28 § 2	Les données d'expositions ne retrouvent pas dans le rapport d'examen/dossier du patient.
29 § 1	Procédure pour participer aux études périodiques, manquante.
29 § 2	Procédure pour comparer avec les NRD + analyse/actions, manquante.
111 §§ 1 et 2	Procédure pour participer aux études périodiques, manquante.
112 §§ 1 et 2	Procédure pour comparer avec les NRD + analyse/actions, manquante.

Tabel 6 : Inbreuken op het koninklijk besluit van 13 februari 2020 betreffende de medische blootstellingen en blootstellingen bij niet-medische beeldvorming met medisch-radiologische uitrustingen

Artikels	Beschrijving
21 § 1	De mogelijke begeleiders en verzorgers zijn niet, of niet correct/volledig geïnformeerd.
22 § 1	Diagnose en therapie met een radioactief product: geen schriftelijke instructies gegeven, of inhoud niet conform met het technisch reglement, of inhoud niet goedgekeurd door de deskundige erkend in de medische stralingsfysica en de deskundige erkend in de fysische controle.
22 § 2	Therapie met een radioactief product: geen ontslagkaart verstrekt, of inhoud niet conform met technisch reglement.
27	Geen schriftelijke procedures voor de medische radiologische handelingen.
28 § 1	Procedure om de patiëntdosis te kunnen schatten (gevalideerd door deskundige erkend in de medische stralingsfysica) ontbreekt.
28 § 2	Blootstellingsgegevens maken geen deel uit van het onderzoeks- of behandelingsverslag van de patiënt.

29 § 1	Procedure om te kunnen deelnemen aan de periodieke dosisstudies ontbreekt.
29 § 2	Procedure voor vergelijking met diagnostische referentieniveaus + analyse/acties ontbreekt.
111 § 1	Procedure om de patiëntdosis te kunnen schatten (gevalideerd door de deskundige erkend in de medische stralingsfysica) ontbreekt.
111 § 2	De blootstellingsgegevens werden niet in het onderzoeksverslag opgenomen.
112 § 1	Procedure om te kunnen deelnemen aan de periodieke dosisstudies ontbreekt.
112 § 2	Procedure voor vergelijking met diagnostische referentieniveaus + analyse/acties ontbreekt.

Tableau 7 : Infractions à l'arrêté royal du 20 juillet 2020 fixant la forme, le contenu ainsi que les modalités et restrictions d'accès et d'usage du registre d'exposition et du passeport radiologique et modifiant l'arrêté royal du 20 juillet 2001 portant règlement général de la protection de la population, des travailleurs et de l'environnement contre le danger des rayonnements ionisants

Articles	Description
17 § 2	L'entreprise extérieure n'a pas complété le passeport avec les données dont elle a/prend connaissance

18	Le passeport n'a pas été transmis à l'entreprise étrangère avant la mission
19	L'entreprise extérieure n'a pas veillé à ce que le passeport soit complété après la mission
22	La convention établie entre l'entreprise extérieure (ne satisfait pas aux conditions) »

Tabel 7 : Inbreuken op het koninklijk besluit van 20 juli 2020 tot vaststelling van de vorm, de inhoud, alsook van de beperkingen en modaliteiten voor de toegang tot en het gebruik van het blootstellingsregister en het stralingspaspoort en tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 juli 2001 houdende algemeen reglement op de bescherming van de bevolking, van de werknemers en van het leefmilieu tegen het gevaar van ioniserende stralingen

Artikels	Beschrijving
17 § 2	De externe onderneming heeft het stralingspaspoort niet aangevuld met de gegevens waarvan zij op de hoogte is/kennis neemt.
18	Het stralingspaspoort werd niet aan de buitenlandse onderneming vóór de aanvang van de opdracht verstrekt.
19	De buitenlandse onderneming heeft er niet op toegezien dat het stralingspaspoort werd aangevuld na de opdracht.
22	De overeenkomst tussen de externe onderneming en de

	buitenlandse onderneming voldoet niet aan de voorwaarden."
--	--

Art. 2. De minister bevoegd voor Binnenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.	Art. 2. La Ministre de l'Intérieur est chargée de l'exécution du présent arrêté.
Gegeven te	Donné à
Van Koningswege:	Par le Roi:
De Minister van Binnenlandse Zaken, Institutionele Hervormingen en Democratische Vernieuwing	Le Ministre de l'Intérieur, des Réformes institutionnelles et du Renouveau démocratique
 <p>Annelies VERLINDEN</p>	

KONINKRIJK BELGIË	ROYAUME DE BELGIQUE
<u>FEDERALE OVERHEIDSDIENST</u> <u>BINNENLANDSE ZAKEN</u>	<u>SERVICE PUBLIC FEDERAL INTERIEUR</u>
Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle	Agence fédérale de Contrôle nucléaire
Koninklijk besluit tot wijziging van bijlage 1 van het koninklijk besluit van 20 december 2007 tot bepaling van de modaliteiten van de vereenvoudigde administratieve procedure van betaling van geldboetes ingesteld door de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle	Arrêté royal modifiant l'annexe 1 de l'arrêté royal du 20 décembre 2007 fixant les modalités de la procédure administrative simplifiée de paiement des amendes administratives instaurée par la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire
Verslag aan de Koning	Rapport au Roi
Sire,	Sire,
Wij hebben de eer ter ondertekening van Uwe Majesteit een koninklijk besluit voor te leggen tot wijziging van het koninklijk besluit van 20 december 2007 tot bepaling van de modaliteiten van de vereenvoudigde administratieve procedure van betaling van geldboetes ingesteld door de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle.	J'ai l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté un arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 20 décembre 2007 fixant les modalités de la procédure administrative simplifiée de paiement des amendes administratives instaurée par la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire.
Artikel 1 Dit artikel gaat over tot een wijziging van bijlage 1 van het koninklijk besluit van 20 december 2007 tot bepaling van de modaliteiten van de vereenvoudigde administratieve procedure van betaling van geldboetes ingesteld door de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle.	Article 1^{er} Le présent article procède à la modification de l'annexe 1 de l'arrêté royal du 20 décembre 2007 fixant les modalités de la procédure administrative simplifiée de paiement des amendes administratives instaurée par la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire.

<p>Deze wijziging beoogt een uitbreiding van de bestaande lijst van inbreuken die het voorwerp kunnen uitmaken van een vereenvoudigde administratieve boete.</p> <p>Er bestaan twee types van procedure voor de invordering van administratieve boetes, de procedure zoals voorzien in artikel 53 van de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle en de procedure voorgeschreven door artikel 62 van dezelfde wet.</p> <p>Huidig besluit betreft de tweede procedure voorzien in artikel 62 van de wet van 15 april 1994.</p> <p>Het koninklijk besluit van 20 december 2007 tot bepaling van de modaliteiten van de vereenvoudigde administratieve procedure van betaling van geldboetes ingesteld door de wet van 15 april 1994 betreffende de bescherming van de bevolking en van het leefmilieu tegen de uit ioniserende stralingen voortspruitende gevaren en betreffende het Federaal Agentschap voor Nucleaire Controle vermeldt hoofdzakelijk inbreuken in de sector van het transport ("artikelen 57 en 58.4 van het ARBIS").</p> <p>Hoofdstuk 7 van het ARBIS, dat de bepalingen van de artikelen 57 en 58.4 bevatte, en dateerde van 2001, werd vervangen door het Koninklijk besluit van 22 oktober 2017 betreffende het vervoer van gevaarlijke goederen van de klasse 7.</p> <p>Het toevoegen van nieuwe inbreuken in de tabel van bijlage 1 heeft tot doel de inbreuken uit de transportsector te hernemen en er andere nieuwe inbreuken uit andere sectoren aan toe te voegen.</p> <p>De verschillende bedragen van de boetes worden alle vervangen door een uniform bedrag van 250 euro per inbreuk.</p>	<p>Cette modification vise à étendre la liste déjà existante des infractions pouvant faire l'objet d'une amende administrative simplifiée.</p> <p>Il existe deux types de procédure pour la perception des amendes administratives, la procédure administrative édictée à l'article 53 de la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire et la procédure prescrite à l'article 62 de la même loi.</p> <p>L'arrêté actuel concerne la deuxième procédure visée à l'article 62 de la loi du 15 avril 1994.</p> <p>L'arrêté royal du 20 décembre 2007 fixant les modalités de la procédure administrative simplifiée de paiement des amendes administratives instaurée par la loi du 15 avril 1994 relative à la protection de la population et de l'environnement contre les dangers résultant des rayonnements ionisants et relative à l'Agence fédérale de Contrôle nucléaire reprend des infractions liées au secteur des transports (« articles 57 et 58.4 de l'RGPRI »).</p> <p>Le chapitre 7 du RGPRI, qui comprenait les articles 57 et 58.4 RGPRI, datant de 2001 a été remplacé par l'arrêté royal du 22 octobre 2017 concernant le transport de marchandises dangereuses de la classe 7.</p> <p>En ajoutant de nouvelles infraction aux tableaux de l'annexe 1, l'objectif est de reprendre les infractions liées au secteur du transport, d'en ajouter et d'additionner de nouvelles infractions liées à d'autres secteurs.</p> <p>Les différents montants des amendes sont remplacés par un montant unique de 250 euros par infraction.</p>
---	--

Art. 2 Deze bepaling behoeft geen verdere toelichting.	Art. 2 Cette disposition n'appelle pas de commentaire particulier.
Ik heb de eer te zijn,	J'ai l'honneur d'être,
Sire,	Sire,
Van Uwe Majesteit, de zeer eerbiedige, en zeer getrouwe dienaar.	De votre Majesté, le très respectueux et très fidèle serviteur.
De Minister van Binnenlandse zaken,	La Ministre de l'Intérieur,
 Annelies VERLINDEN	